Jean-Marc Biron

(été 2002)

“Présence musulmane et société québécoise”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

“*Présence musulmane et société québécoise*”. Un article de M. Jean-Marc Biron publié dans la revue électronique *Vivre ensemble*, vol. 10, no 37, été 2002, à l’adresse suivante :

http://www.cjf.qc.ca/ve/archives/themes/cr/crbiron_37.htm
www.cjf.qc.ca/ve, le 19 février 2003.

[M. Biron nous a autorisé à diffuser cet article le 26 mai 2004.]

Courriel : centrejusticefoi@cjf.qc.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 12 août 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

1. Communauté musulmane: au singulier ou au pluriel ?
2. Les nécessaires négociations
3. Un problème d'information
4. L'école peut-elle vraiment jouer son rôle ?
5. Pratique religieuse et espace public
6. Un dialogue fructueux

“Présence musulmane et société québécoise”

Jean-Marc Biron, *Centre Justice et foi*
Été 2002

http://www.cjf.qc.ca/ve/archives/themes/cr/crbiron_37.htm
www.cjf.qc.ca/ve/, le 19 février 2003.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le 8 avril dernier, le Secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi convoquait un nombre restreint de personnes d'horizons divers pour réfléchir ensemble, comme membres de différentes composantes de la société civile, sur la situation de la communauté musulmane au Québec. Une quarantaine de personnes avaient été convoquées dont une douzaine du monde arabo-musulman. Le groupe constituait une espèce de laboratoire où se côtoyaient de multiples manières de se situer face à la foi, tant chrétienne que musulmane, depuis la laïcité complète jusqu'à la pratique intégrale, et différentes façons de concilier le rapport de ce qui est de l'ordre du privé et de l'espace public.

Une réflexion de Monsieur Ali Daher ¹, prolongeant un article publié dans le bulletin *Vivre ensemble* de l'automne 2001 (volume 10, numéro 34) constituait le point de départ de l'échange. À partir de questions interpellantes, la réflexion de Monsieur Daher a permis d'amorcer un débat riche et animé.

¹ Le texte de l'article de M. Daher est disponible en version intégrale dans la collection “Les sciences sociales contemporaines” de la bibliothèque numérique [Les Classiques des sciences sociales](#), avec son autorisation accordée le 27 juillet 2004 [JMT].

Faut-il que le citoyen musulman en vienne à rejeter des éléments de sa foi et de sa culture pour être accepté comme citoyen québécois à part entière ? Peut-on envisager qu'une personne puisse être considérée comme québécoise tout en ayant l'islam comme religion ? Est-ce possible de faire émerger une vision québécoise de l'islam ? Ne doit-on pas encourager le travail des leaders et des intellectuels musulmans qui tentent d'interpréter l'islam en contexte québécois ? Toutes ces questions amenaient à prendre conscience qu'on ne peut attendre que les immigrants de foi musulmane oublient leur religion pour les considérer comme québécois.

Selon Monsieur Daher, «les musulmans pensent, à tort ou à raison, que, parmi les différents groupes ethniques ou religieux, ils sont les plus mal acceptés. Ils sont aussi taxés d'être les plus internationalistes, les moins branchés à l'actualité québécoise, les plus communautarisés, les moins intégrés à la société. Ils sont aussi les moins représentés aux divers niveaux de la société.»

Diminuer l'impact de l'influence collective des musulmans et de leurs organisations va-t-il pousser les musulmans à s'intégrer sur une base individuelle ? La société québécoise réussira-t-elle à intégrer les musulmans si l'on continue à ne pas reconnaître l'islam comme partie intégrante de leur identité ?

En essayant de comprendre les causes réelles des événements du 11 septembre, il nous faut également trouver comment affaiblir les impacts de ces événements sur la paix sociale. Ces événements du 11 septembre ont poussé des Québécois de toutes origines à changer leur manière de voir les choses. Des Québécois de foi islamique ont aussi accepté de changer leur manière de penser, de parler et d'agir. Ils ont essayé de mieux se comprendre, de mieux comprendre les autres et la société dans laquelle ils vivent. Il importe de tenter d'influencer ces changements en encourageant ceux qui sont positifs et en décourageant ceux qui sont négatifs.

1. Communauté musulmane: au singulier ou au pluriel ?

[Retour à la table des matières](#)

Une première réaction a d'abord été exprimée à partir du terme communauté. Les musulmans du Québec forment-ils une communauté ? Selon les opinions émises, on ne peut parler d'une communauté musulmane au Québec, parce que les musulmans qui y sont présents forment davantage une

mosaïque: sur le plan religieux, il y a la division entre chiites et sunnites; les musulmans pratiquants se regroupent en autant d'organisations et de mosquées qu'il y a de groupes nationaux; il s'agit davantage d'une communauté de communautés. Les musulmans n'ont pas ici de leaders reconnus et vivent un déficit organisationnel; de fait, il n'existe pas un peuple musulman comme, par exemple, il existe un peuple juif.

L'apparition de la présence musulmane au Québec est un phénomène relativement nouveau. En contexte québécois, l'émergence d'une «communauté» musulmane est perceptible depuis moins de vingt ans, ce qui veut dire à peine deux générations. Ici, le visage de l'islam est diversifié. On y rencontre toutes sortes de façons d'être musulmans. Des croyants et pratiquants qui vivent l'islam de façon très religieuse, des croyants non-pratiquants qui ont un rapport sélectif avec leur religion, des musulmans qui ont opté pour la laïcité. Des événements comme ceux du 11 septembre ont amené certains changements chez les gens de culture arabo-musulmane. Certains ont commencé à faire émerger une nouvelle compréhension de l'islam. Cette nouvelle lecture amène les musulmans à se situer davantage en lien avec la participation active et citoyenne dans la société québécoise. Elle les amène également à prendre les moyens pour s'impliquer et travailler à consolider la paix sociale. En se basant sur certaines ouvertures que permet la lecture du Coran, ils essaient de concilier l'islam avec une participation citoyenne en contexte québécois. Il y a également dans la communauté une plus grande acceptation des leaders qui sont plus ouverts.

En fait, la présence musulmane au Québec est un reflet du monde musulman avec ses diversités ethniques, linguistiques et culturelles. Les musulmans d'ici proviennent du Proche-Orient, de l'Asie, de l'Afrique ou d'Europe. C'est une composante de la société qui est en pleine mouvance et qui comporte beaucoup de jeunes familles. Plus de 40 % des jeunes musulmans sont nés au Québec. Pour ceux-là, l'appartenance est d'abord le Québec. Aussi, l'expérience musulmane en contexte québécois est-elle une expérience unique. À Montréal, les musulmans sont environ 100 000, ce qui constitue une présence significative.

2. Les nécessaires négociations

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce contexte, les musulmans doivent trouver leur place dans la société québécoise. Ce qui les amènera à chercher et à trouver certaines formes de négociation. Des négociations qui peuvent être longues, multiples mais qui peuvent conduire à une nouvelle façon d'être québécois, de comprendre la « québécoïté », de permettre à l'islam de s'adapter au contexte québécois. En fait, ce sont les Québécois de toutes origines qui doivent négocier avec ce fait nouveau. L'intégration à une société se fait autant par la société d'accueil que par la volonté des gens qui veulent s'intégrer.

De plus, comme chaque personne dans son rapport à la société se situe à partir d'identités multiples qui découlent de ses diverses appartenances (groupe linguistique, religieux, réseaux de solidarité, genre) il est certain que l'on doive en tenir compte dans la négociation. Chaque personne a donc la tâche de négocier d'abord avec elle-même en tenant compte de ses propres identités multiples. Par ailleurs, chaque communauté est à la fois singulière et plurielle, c'est-à-dire qu'à l'intérieur de chaque communauté culturelle, il existe des éléments rassembleurs et des éléments de diversité; il y a des complexités, des luttes internes, des changements. Au cours du débat, on a aussi fait référence à l'intégration des premiers membres de la communauté juive. Eux aussi ont dû faire face aux mêmes obstacles. Il y a aussi des faits nouveaux qui nous aident dans cette négociation, comme la Charte québécoise des droits et libertés qui donne un cadre de référence commun pour interpréter nos rapports interpersonnels et sociaux. Par contre, contrairement à la communauté juive devant laquelle le système scolaire catholique francophone s'était fermé, le système d'éducation favorise aujourd'hui l'intégration des jeunes venus d'autres cultures. Une autre voie peut être la solidarité vécue entre les femmes de diverses traditions marquées par le pouvoir masculin. On a aussi rappelé la difficile intégration de la minorité protestante à la société québécoise. Des expériences qui nous rappellent que certains changements prennent du temps. La transformation sociale peut se réaliser quand elle s'inscrit sur plusieurs générations car le processus d'intégration est un processus plutôt long. L'intégration des musulmans est une expérience encore en mouvement sur laquelle on ne peut porter actuellement de jugement définitif.

3. Un problème d'information

[Retour à la table des matières](#)

L'un des problèmes importants vécu en Occident, et donc au Québec, concerne l'information sur l'islam. L'islam est associé à certaines images et la majorité des musulmans vivant au Québec, qui sont intégrés, qui vivent en harmonie avec leurs voisins et leurs collègues de travail sont parfois perçus à travers des préjugés construits sur la vision du radicalisme islamique. Quand les gens ne connaissent de l'islam que l'intégrisme islamique, ils finissent par associer l'islam au fanatisme. Cela n'est pas non plus aidé par le fait que la dimension religieuse de l'islam soit souvent prise en charge par un leadership étranger financé de l'extérieur, qui tente d'influencer certaines familles en les gardant dans les coutumes et les traditions du pays d'origine, ce qui contribue à maintenir ces gens dans une distance avec la société d'accueil. De plus, comme les mass-médias nord-américains font une lecture biaisée de l'islam ou ignorent complètement le point de vue de l'islam, plusieurs membres de la communauté musulmane ne se reconnaissent plus dans l'information donnée ici et choisissent de rester en lien avec les réseaux d'information des pays d'origine, ce qui ne favorise pas la mise en place de passerelles avec la société québécoise.

4. L'école peut-elle vraiment jouer son rôle ?

[Retour à la table des matières](#)

L'école est un lieu essentiel pour favoriser l'intégration des jeunes immigrants. Pour favoriser cette intégration, les maîtres sont formés au respect des droits de chaque personne, ce qui est un facteur important pour développer l'ouverture à l'autre et la tolérance. Mais l'école joue-t-elle vraiment son rôle ? La présence dans la société québécoise de traditions religieuses diverses est un phénomène relativement nouveau qui amène à repenser le rapport du système scolaire au fait religieux. Une participante a noté qu'il manquait un outil essentiel dans le système éducatif actuel: une éducation religieuse ouverte aux différentes traditions religieuses n'est assumée par l'école que de façon marginale. D'autre part, les conditions faites aux enseignants et enseignantes, particulièrement pour l'enseignement religieux, ne permettent pas à ces

derniers de se donner la formation requise pour assumer cela avec la compétence nécessaire. En somme, malgré certaines initiatives intéressantes, il semble bien que l'école ait peu de ressources pour gérer la diversité et que les enseignants soient peu équipés pour le faire. La sensibilisation et l'information sur les cultures et les religions autres devraient constituer des objectifs réels pour le système d'éducation québécois. D'une façon spéciale, concernant la compréhension de l'islam, il semble y avoir encore un vide, non seulement dans le système scolaire, mais dans les autres instances de la société.

5. Pratique religieuse et espace public

[Retour à la table des matières](#)

L'un des enjeux de la négociation touche la part à faire entre ce qui relève de la pratique privée de la religion et l'inscription de la religion dans la sphère publique. Une question qui fut posée est de savoir si le musulman, en contexte de diaspora, est prêt à confronter sa foi à la modernité, s'il est prêt à faire la distinction entre le domaine privé et l'espace public. Au Québec, les musulmans ont-ils vraiment le choix? L'islam n'a-t-il pas à être vécu dans la sphère privée? Sur ce point particulier, les opinions étaient presque aussi nombreuses que les personnes participantes. Pour certains, le Québec est une société complètement laïcisée où l'identité religieuse doit demeurer dans l'espace privé. «Les Québécois ne se définissent pas comme catholiques québécois, protestants québécois ou juifs québécois. Pourquoi les musulmans devraient-ils se définir comme musulmans québécois?» Dans une société laïque comme celle du Québec, on ne peut demander aux institutions d'être porteuses d'une identité religieuse. L'un des points de tension pour un musulman est donc d'envisager l'intégration dans une société qui a privatisé la foi. Pour l'islam, la difficulté, c'est de concevoir un ordre laïc, détaché du religieux.

Une participante a apporté un éclairage intéressant en situant l'islam dans le rapport entre l'espace public et la vie privée à partir de trois contextes différents. Un contexte de société musulmane majoritaire où l'islam est religion d'État et où l'identité religieuse s'affirme fortement. Un contexte de société autochtone, comme dans certains pays d'Afrique, où l'islam est une composante minoritaire, une religion parmi les autres. Dans ce contexte, les musulmans se sentent plus menacés et des conflits peuvent se vivre. Il y a le contexte où l'islam se vit en diaspora, comme ici, au Québec. Dans ce dernier contexte, des négociations semblent possibles.

La pratique religieuse de l'islam qui se fonde sur la pratique des cinq piliers ne pose pas nécessairement de problèmes dans l'espace public. La profession de foi au Dieu unique, le pèlerinage et l'aumône sont de l'ordre de la responsabilité personnelle. Par contre, les deux autres obligations peuvent constituer des situations délicates en rapport avec l'espace public. Ce sont les prières et le jeûne. Pour les prières, il n'y aura pas de problèmes si le croyant accepte de les regrouper et de prier à la maison, avant ou après son travail. Mais si l'on exige des lieux de prières à l'école ou au travail, c'est là que peuvent survenir les tensions. Pour le jeûne du Ramadan, on peut le vivre sans que cela ne dérange personne, mais si le croyant s'absente du travail ou des cours, cela peut causer des conflits. Il y a des accommodements que la société n'est peut-être pas prête à faire. C'est là que le phénomène de négociation peut être assez difficile surtout face à des groupes qui seraient très revendicateurs et qui s'appuieraient sur la Charte des droits. Ces situations peuvent bien se gérer si l'on peut compter sur une communauté bien organisée, prête à interagir avec le milieu institutionnel pour l'aider à gérer une diversité à laquelle la société n'est pas habituée.

Peut-on être musulman et citoyen québécois? Cette question, présente tout au cours du débat pourrait aussi s'exprimer autrement : l'intégration est-elle une aventure individuelle ou collective? Perçue uniquement comme individuelle, l'intégration est une expérience de bricolage car la nouvelle identité se construit dans une négociation avec soi-même. Le musulman devra alors identifier ce qui pourrait être incompatible entre sa foi et sa manière d'intervenir comme citoyen dans la sphère publique pour permettre une meilleure cohésion sociale. Aventure uniquement collective, le processus d'intégration nécessitera des médiations pour favoriser la coexistence pacifique avec les autres collectivités. Ces deux dimensions sont en tension, mais elles sont toutes les deux nécessaires pour favoriser le vivre-ensemble.

Dans son ensemble, la société québécoise peut tirer profit de ce débat car, pour plusieurs québécois de foi catholique, la religion garde sa pertinence bien que la société civile soit de plus en plus laïque. Mais il peut devenir difficile pour un croyant d'y exprimer ses valeurs fondamentales. De plus, l'impact négatif du 11 septembre a atteint toutes les autres religions. Pour certains, celles-ci sont maintenant perçues comme menant à l'intolérance et même, à la violence. Le discours du président Bush, avec sa connotation religieuse et apocalyptique n'a sans doute pas aidé à situer l'événement hors de la confrontation entre idéologies religieuses. Ne serait-il pas possible que des croyants de traditions différentes puissent s'entraider pour trouver des voies afin de mieux intégrer leurs propres valeurs à leur vie?

D'ailleurs, toutes les religions n'ont-elles pas à se repenser dans l'espace public? Dans ce rapport avec l'espace public, on peut identifier diverses situations. Dans la société québécoise, il doit être exclu de laisser le discours

religieux régir le débat public ou d'utiliser la politique pour promouvoir une religion. Mais d'autres situations sont moins claires et doivent être réfléchies. Par exemple, l'islam nous interroge sur la manifestation des convictions religieuses et spirituelles dans l'espace public. Les interventions dans l'espace public sont possibles sur la base de convictions morales, spirituelles ou religieuses car les religions sont au service de l'humain et elles ont quelque chose à dire pour contrer toute menace de déshumanisation de nos sociétés.

6. Un dialogue fructueux

[Retour à la table des matières](#)

Cette expérience de dialogue vécue par des membres divers de la société québécoise a permis de mieux situer les enjeux que porte la présence musulmane au sein de la société québécoise. Des enjeux qui touchent non seulement à la participation citoyenne des Québécois de foi musulmane, mais qui peuvent aider à définir les éléments nécessaires à la cohésion sociale pour un Québec toujours en quête de son identité. Cette rencontre du 8 avril 2002 nous a permis de constater comment le dialogue entre traditions diverses, fait dans l'ouverture, le respect, la liberté de parole et la vérité, pouvait être fécond. Ainsi ont été touchés les rapports entre les identités plurielles et le bien commun, la pratique religieuse et sa visibilité dans l'espace public, le rôle intégrateur de l'école, l'importance des mass-médias dans la formation de la conscience citoyenne, de l'ouverture à l'autre et de la rencontre des cultures. Vécue entre participants d'allégeances religieuses diverses et porteurs de manières différentes de se situer face à la foi, cette rencontre a permis un échange tenant à la fois du rapport interculturel et du dialogue interreligieux.

De cet échange riche et fructueux, des questions sont restées sans réponse et certains enjeux importants pour le vivre-ensemble devront être pris en compte pour donner suite au dialogue. Le regard sur la communauté musulmane a permis d'identifier une diversité de composantes de l'horizon arabo-musulman, mais a-t-on suffisamment analysé la variété de la composition de la société d'accueil? La société québécoise porte une dimension plurielle dont on doit rendre compte quand on parle d'intégration; comment tenir compte de l'interculturalité comme creuset de l'intégration ? Le Québec du XXI^e siècle devra être sensible à la richesse de sa diversité culturelle tout en favorisant les conditions permettant un vivre-ensemble harmonieux.

«Selon certaines personnes, la présence de l'islam et des musulmans au Québec n'est qu'un état temporaire, une situation accidentelle qui finira par le fait que cet état, pour devenir définitif, se débarrassera de l'islam et que ces gens, pour être acceptés, oublieront leur religion. Ainsi, plusieurs pensent que pour que ces gens soient acceptés comme québécois à part égale et qu'ils deviennent intégrables, il faut les atomiser, les nationaliser et les pousser à se débarrasser de certains éléments de leur religion ou ça sera mieux encore s'ils se débarrassent de toute leur religion, c'est-à-dire de l'islam au complet.»

«Les gens vivent ici ce qu'ont vécu les musulmans des premières vagues d'immigration en Europe, tentés par le ghetto, la crispation identitaire, surtout lors d'événements comme le 11 septembre. D'autant plus que le 11 septembre vient s'ajouter à 3 autres événements qui avaient fait reculer le travail d'intégration que nous avons fait avec nos moyens limités: la guerre du Golfe, la première attaque du World Trade Centre et Oklahoma City. À chaque fois, le travail d'intégration est balayé, c'est le mythe de Sysiphe, et cela encourage les citoyens canadiens musulmans à se replier sur eux-mêmes. Le 11 septembre a eu un paradoxe incroyable. Je m'attendais au pire en ce qui concerne la communauté. Le pire est arrivé au plan de l'emploi, de la discrimination. Il y a eu des actes absolument inqualifiables envers des femmes, des hommes et des enfants de foi musulmane. Par contre, contrairement aux trois attaques passées, j'ai été agréablement surpris par le nombre de manifestations de solidarité que nous avons reçus, du moins à Québec. »

«Je tiens à souligner une enquête de la Ligue des droits et libertés réalisée en 2000-2001 concernant le racisme sur le marché du travail dans la région de Québec. Les conclusions sont dévastatrices. 35% des employeurs questionnés ont osé affirmer qu'il ne recruterait jamais d'arabo-maghrébins. C'est un chiffre conservateur puisque ce sont des gens qui ont osé le dire. Et tout cela est antérieur au 11 septembre.»

«Je suis chrétien arabe. Je me suis senti, après le 11 septembre, concerné par tout ce dont nous parlons. Bien sûr qu'il y a eu des actions racistes après le 11 septembre, mais on ne peut pas catégoriser ces actions avec le mot phénomène. Je suis persuadé qu'en partant du fait que la société québécoise est une société laïque, on doit poser le problème autrement. On ne doit pas céder à cette auto-victimisation qui fait des arabes des victimes. Nous avons choisi une société démocratique, une société qui a des valeurs communes auxquelles on adhère tous ensemble. Le militantisme que l'on doit avoir, c'est justement pour dire à nos concitoyens québécois de souche ou d'autres origines, que nous autres Québécois arabophones, nous tenons beaucoup aux valeurs de démocratie et d'universalité de droit de l'Occident. »

«Quand je vous écoute, je vois comme dans un miroir l'image de la communauté juive, bien qu'il y ait par ailleurs des différences importantes

entre nos communautés. Communauté singulier ou pluriel ? Du point de vue de la société générale, les juifs forment une communauté au singulier comme celle des musulmans. Du point de vue interne, nous voyons notre communauté avec toutes ses complexités, avec ses luttes internes et nous y voyons des changements importants. »

«Ce qu'il y a de majeur dans la communauté de foi catholique, c'est une très grande difficulté de parler de ses valeurs fondamentales et de les célébrer. Ce que j'ai découvert en travaillant avec des gens de foi musulmane, c'est de voir la facilité et l'importance qu'ils donnaient à intégrer leurs valeurs fondamentales à leur travail quotidien. Certains pourraient dire que cela va à l'encontre de la tradition laïque mais pour moi cela répondait à une attente comme un verre d'eau peut répondre à une soif.»

«Les questions posées par des musulmans et des musulmanes ont créé les conditions à un débat fécond pour tous, de toutes traditions religieuses. On a pu voir en action la multiplicité des manières de vivre ses convictions religieuses, dans une ouverture à l'autre. Bien que les croyants de foi musulmane jouaient un rôle de leader dans le sujet considéré par l'assemblée, il a aussi été donné à tous d'adresser un défi qui leur était commun. On a ainsi pu tester, jusque dans ses limites, l'espace de délibération assez unique que créent les rencontres *Vivre ensemble*. Certains ont pu utiliser cet espace comme un champ neuf permettant d'échanger sans même avoir à cacher ses ignorances, jusqu'à la frontière non dépassée des affrontements. Le climat d'écoute n'était pas seulement poli, il permettait à l'interlocuteur d'aller plus loin qu'il pouvait espérer. Cela a permis d'aborder plusieurs contentieux dans notre société qui incluent, tout en les débordant, les appels suscités par une présence croissante des croyants musulmans dans cette société. Les quelques heures de discussion ont permis non seulement des rencontres entre cultures mais aussi des dialogues entre des personnes de convictions religieuses différentes. Ce moment dans le temps a permis que des passerelles soient bâties dans nos consciences.»

Bulletin *Vivre ensemble*, vol. 10, no 37, Été 2002.

www.cjf.qc.ca/ve

19 février 2003

Fin du texte